



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/21627  
24 août 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 24 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE SRI LANKA AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une lettre datée du 24 août 1990, qui vous est adressée par M. James Edward Harold Herat, Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, concernant la résolution 661 (1990) adoptée par le Conseil de sécurité le 6 août 1990.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de Sri Lanka  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Daya PERERA

ANNEXE

Lettre datée du 24 août 1990, adressée au Secrétaire général par  
le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 8 août 1990, concernant l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Sri Lanka est vivement préoccupée par l'aggravation de la situation dans la région du Golfe. Le Gouvernement déplore profondément que le différend entre l'Iraq et le Koweït n'ait pu être réglé par des voies pacifiques, ce qui a abouti à l'état actuel de vives tensions dont les effets se font sentir dans le monde entier. Le pays s'est toujours prononcé en faveur du règlement pacifique des différends de manière à ne pas menacer la paix et la sécurité internationales, de même que la justice.

Sri Lanka soutient l'action menée par l'ONU en vue du règlement des différends conformément à la Charte des Nations Unies. Celle-ci affirme, en essence, l'égalité souveraine de tous les Etats et les enjoint de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat.

Le Gouvernement sri-lankais a pris acte de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité qui a force obligatoire. Il est également conscient des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte et prendra toutes les mesures possibles pour se conformer aux dispositions de ladite résolution.

L'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité entraîne pour Sri Lanka, entre autres choses, des difficultés économiques exceptionnelles. Ce pays a d'importants échanges commerciaux, de produits alimentaires et autres, avec l'Iraq et le Koweït et de nombreux nationaux sri-lankais sont employés dans la région du Golfe, dont 100 000 environ au Koweït, et beaucoup d'entre eux sont maintenant contraints de retourner à Sri Lanka. Or, les rapatriements de leurs salaires représentaient pour Sri Lanka une source importante de devises. En termes humains, le retour massif de cette main-d'oeuvre aurait des conséquences économiques et sociales considérables. De plus, l'escalade des prix du combustible continuera à saper la viabilité financière et la stabilité économique du pays.

Par ailleurs, Sri Lanka continue de devoir faire face à une menace sans précédent à la paix et à la sécurité de sa population et à l'intégrité territoriale de l'Etat de la part d'un groupe sécessionniste qui a commis des actes de terrorisme et de violence, rejetant les possibilités existantes de négociations pacifiques préconisées par le Gouvernement sri-lankais et acceptées par tous les segments de la population. Cette menace absorbe des ressources qui devraient servir à réduire la pauvreté et à financer d'autres efforts de développement national.

Le coût croissant de la riposte à cette menace auquel il faut ajouter les conséquences négatives de la situation dans le Golfe est une cause d'énormes difficultés pour l'économie de Sri Lanka et affaiblit considérablement sa capacité d'action pour lutter contre le terrorisme et préserver l'intégrité territoriale.

Qui plus est, toute instabilité politique, économique ou sociale résultant de cette situation défavorable représenterait un grave danger pour le mode de vie et de gouvernement démocratique.

Conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement sri-lankais consultera en temps opportun le Conseil de sécurité au sujet des problèmes humains et économiques particuliers découlant de l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir rendre compte, dans votre rapport sur l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, des préoccupations exprimées par Sri Lanka et de son intention de demander à consulter le Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères

(Signé) James Edward Harold HERAT

-----